

Les Gilets Jaunes, était-ce le chant du Cygne des Français, se sentant condamnés à mort ?

écrit par Daniel Faguet | 18 novembre 2022





Un an après l'élection de Macron éclatait le mouvement des gilets jaunes.

Le mouvement s'est répandu comme une traînée de poudre sur toute la France, particulièrement dans la France périphérique sentant son déclassement venir. Suite à une hausse de l'inflation ayant doublé en un an (2 %) et l'instauration d'une taxe carbone (+4 centimes d'euro au litre pour l'essence, +7 centimes pour le diesel) les Français toujours un peu révolutionnaires, pas encore émasculés, ont occupé les ronds-points et fait trembler le gouvernement Macron.

Il y eut beaucoup d'échauffourées, barricades , avec blessés graves.

C'était le Chant du Cygne. Inconsciemment le peuple se savait condamné à une mort prochaine, il a chanté une dernière fois.

Macron a répondu par l'esbroufe du grand débat. Les

Français ont fait semblant d'y croire, se sachant définitivement destinés à mourir dans le marigot du mensonge de la France assujettie aux puissances de l'argent et du vivre ensemble.

Depuis, le peuple a subi sans moufeter les mensonges et incohérences sur le Covid, allant même jusqu'à se signer des ausweiss de restriction de sa liberté, puis il a accepté de se faire injecter une expérimentation n'empêchant ni l'infection ni la transmission du virus, injections qui n'ont servi qu'à enrichir labos et banquiers.

Vint la guerre en Ukraine, qui a entraîné une cohorte de sanctions contre la Russie qui nous est revenue en boomerang, **A cette occasion les Français écolos éberlués ont découverts que l'on ne pouvait pas vivre sans pétrole ni gaz et encore moins sans nucléaire**, Les Français ont découvert que notre Génie de la finance avait découragé EDF de maintenir et d'investir dans nos centrales nucléaires, Résultat, pour avoir fait plaisir à un électorat écolo de 4%, nous voilà en pleine crise énergétique avec la moitié de nos centrales à l'arrêt et un prix de l'électricité exponentiel pour nos entreprises déjà très fragilisées par le remboursement des PGE. **Le ralentissement économique + l'inflation alimentaire de 20%, l'essence au prix de l'or, et la fin de l'abondance va achever tout espoir de redressement de la France,**

2018 était bien le chant du Cygne, depuis tout part à vau-l'eau , de Charybde en Scylla et le peuple résigné à son funeste destin est amorphe, regardant la France s'enfoncer dans le marécage du grand effondrement et du grand remplacement.

Macron est en mission, pour la réalisation de son rêve européiste qui passe par la destruction de la France, pour cela il lui reste à détruire notre industrie sous couvert de sauver la planète.

Le 8 novembre dernier, Macron a réuni les patrons des principaux sites industriels français pour leur demander de diviser par deux leurs émissions de CO₂ d'ici 10 années.

La taxe carbone de 14,5 euros/t en 2015 passée à 56 euros en 2020 ; sera de 100 euros en 2030, et c'est nous qui la paierons au final, avec d'autres nouvelles taxes.

Rexecode a calculé que d'ici à 2030 les entreprises, ménages et administrations allaient devoir investir de 58 à 80 milliards d'euros par an, pour réduire les émissions de CO₂. Les entreprises vont devoir augmenter de 10 % leurs investissements annuels, non pour produire plus mais écolo. Pour ces 406 à 560 milliards d'investissement, Macron a indiqué qu'il apportera une aide généreuse de 10 milliards.

L'industrie n'est pas la seule qui va devoir faire des efforts , mais aussi les activités de transport et l'agriculture , des secteurs où les prix vont aussi mécaniquement flamber.

Ces efforts , je dirais sacrifices vont-ils sauver la planète ? Bien sûr que non, la France représente moins de 1% de la production de CO₂ mondiale.

Selon les statistiques de la Banque mondiale, en 2019 les émissions de CO₂ se ventilaient comme suit, selon les pays :

- Chine..... 30,3 %
- Etats-Unis..... 13,4 %
- Europe..... 11,4 %
 - dont France..... 0,8 %
- Asie (hors Chine).... 18,3 %
- Autres..... 26 ,6 %

France : sources de CO₂

- Transports..... 29 %
- Résidentiel et tertiaire..... 20 %

- Agriculture, élevage..... 19 %
- Industrie..... 18 %
- Transformation énergie... 11%
dont prod.électricité 5 %
- Déchets..... 3 %

C'est à l'industrie qui ne représente qu'une petite part du CO2 produit et seulement 11,2 % du produit intérieur brut que Macron demande le principal effort, de quoi ruiner l'innovation. On l'a vu avec la crise du covid nous avons été incapable (et le sommes toujours) de fabriqué un vaccin, et maintenant nous sommes en pénurie de médicaments.

La France devient la championne des pénuries

<https://www.contrepoints.org/2022/11/16/443121-faut-il-ruiner-leconomie-francaise-pour-sauver-la-planete>

Pendant que la France s'enfoncé et que Macron veut rogner les ailes de l'industrie, la dette publique sur un an augmente de 148 milliards dont +16,3mds de l'Etat et + 2,8mds des administrations locales

En 2023 ce déficit sera encore en augmentation, non pour la protection des Français mais pour l'accueil des Cygnes Noirs, venus remplacer les Cygnes Blancs. Tous les chiffres ont dérapé cette année, il n'y a aucune raison que cela s'arrête.

Voici quelques chiffres sortis du Projet de loi de finances pour 2022 : Immigration, asile et intégration Rapport général n° 163 (2021-2022) de M. [Sébastien MEURANT](#), fait au nom de la commission des finances

Le coût estimé de la politique française de l'immigration et de l'intégration est de 5,8 milliards d'euros en 2018, de 6,4 milliards d'euros en 2019, de 6,7 milliards d'euros en

2020 et de 6,9 milliards d'euros en 2021. Cette opacité est également applicable à la dépense publique ne relevant pas de l'État, comme la prise en charge des mineurs étrangers non accompagnés, dont le coût annuel pour les départements dépasse pourtant le milliard d'euros.

Le nombre de bénéficiaires de l'aide médicale d'État (AME), qui constitue un bon indicateur du nombre d'étrangers en situation irrégulière, s'établissait à 382 829 fin 2020, soit une augmentation de plus de 147 % depuis 2004.

L'augmentation des crédits destinés à l'éloignement des migrants en situation irrégulière demeure dérisoire et ne devrait pas permettre d'amélioration de la politique de lutte contre l'immigration illégale. Les crédits proposés pour 2022 atteignent 34,7 millions d'euros en CP et en AE, soit une augmentation de 5,2 % par rapport aux crédits prévus pour 2021.

+239,2 millions d'euros (+ 102 %) pour le financement de l'allocation pour demandeurs d'asile (ADA) ;+23,9 millions d'euros pour les centres d'accueil de demandeur d'asile

["La France est à l'euro près", prévient le ministre de l'Economie Bruno Le Maire avant d'annoncer que le gouvernement va créer 5.900 places d'hébergement dédiés aux réfugiés et aux demandeurs d'asile et leur allouer 2 milliards d'euros](#)

<https://www.fdesouche.com/2022/11/15/derapage-des-depenses-pour-l'allocation-des-demandeurs-dasile-102-en-un-an-un-rapport-parle-dabsence-totale-de-maitrise-des-depenses-liees-a-lasile/>